Observatoire Social Tunisien
المرصد الاجتماعي التونسي
FORUM TUNISIEN POUR LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

FTDES
المنتدى التونسي للحقوق الاقتصادية والاجتماعية

Numéro 77

Rapport du mois de Février 2020

des mouvements sociaux, suicides et violences

705 protestations collectives et **18** cas de suicide et de tenative de suicide

The February Issue NOW available in English inside

47, Avenue Farhat Hached, Bloc "A", 2ème étage, Tunis 1001
TEL : +216 71 25 76 64 FAX : +216 71 25 76 65
contact@ftdes.net - www.ftdes.net/observatoire

FRIEDRICH EBERT STIFTUNG
CCFD TERRE SOLIDAIRE
Soyons les forces du changement

Introduction

Selon les résultats de la veille sur les supports usuels de l'Observatoire Social Tunisien, le mois de février 2020 a connu une moyenne quotidienne d'environ 24 mouvements protestataires. Malgré Cette fréquence des protestations collectives dans diverses régions n'a connu aucune réaction des autorités locales, régionales ou centrales.

En effet, une justification logique de cette absence d'interaction durant ce mois de février, peut résider dans le fait que ce fut un mois de mutation du gouvernement par excellence. Durant ce mois, le gouvernement intérimaire s'acquittait de ses fonctions et les attentes étaient plutôt liées aux concertations politiques autour de la formation d'un nouveau gouvernement après environ 4 mois des élections générales.

Cette situation est incontestablement incompatible avec ce que prétendent les responsables, tant au niveau régional que central, à propos de "la continuité de l'Etat", concept complètement contraire à la réalité des institutions qui ont connu une grande perturbation tout au long du mois de février.

À Mdhila, par exemple, le sit-in des chômeurs a repris depuis le 10 février et la production de phosphate du deuxième plus grand site du bassin minier a été interrompue en raison du manque d'engagement des autorités à appliquer l'accord signé avec les sit-inneurs depuis mai 2018.

Cette interruption de la production n'a entrainé aucune réaction de la part des autorités, à l'exception de la convocation judiciaire des sit-inneurs sous l'accusation de blocage de la liberté de travailler. Cette accusation est couramment utilisée par les autorités pour poursuivre les militants du mouvement social et les manifestants dans diverses régions, estimant que les procès pourraient résorber l'état actuel de tension sociale.

Les établissements éducatifs ont également vécu tout au long du mois de février, dans le sillage des mouvements de protestation et de l'interruption des cours en raison des protestations des enseignants suppléants. Ces derniers revendiquent la régularisation de leur statut professionnel selon les accords précédents avec le gouvernement.

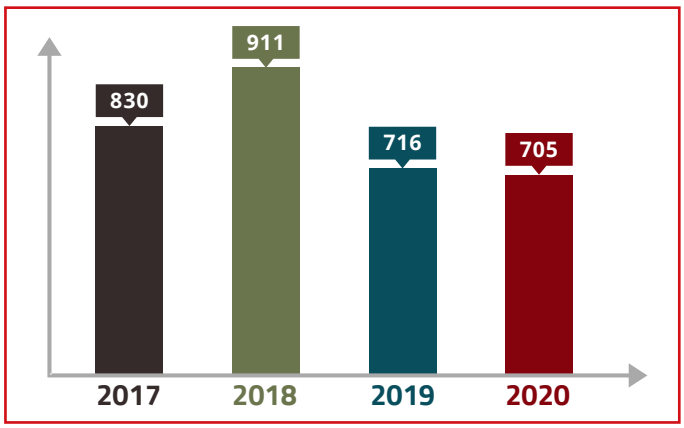
Ce mouvement de protestation a généré des mouvements importants de parents d’élèves et a alimenté le phénomène de la violence scolaire en accroissant l'hostilité et l'agression entre les élèves et le cadre éducatif d'une part et entre les parents et le cadre éducatif d'autre part. Cela a poussé le cadre éducatif à entreprendre des mouvements de protestation dans plusieurs régions afin de stopper cette vague de violence scolaire.

Les incertitudes politiques se sont est également reflétées sur le cours général de la vie des Tunisiens. La « continuité de l'État» a été interrompue, au fil des concertations politiques sur la formation du gouvernement, à travers l'interruption du travail administratif dans les ministères et, par effet d’entraînement, dans les administrations régionales, en attendant la résolution de la situation politique et les nouvelles nominations de ministres. Cela est démontré par l’absence absolue d'interaction avec les protestations des citoyens dans diverses régions, malgré l'importance de leurs demandes.

Les mouvements de protestation durant le mois de Février

Il est à noter le volume important des manifestations sociales en février 2020 (705 mouvements de protestation), malgré sa baisse relative par rapport à février 2019 (716 mouvements de protestation). On note surtout une variation qualitative dans le sens où les manifestations caractérisées par la violence ont augmenté de manière significative de 144 mouvements de protestation en février 2019 à 168 mouvements de protestation en Février 2020.

Février	Volume
2017	830
2018	911
2019	716
2020	705



Nature des manifestations sociales collectives (Février 2020)

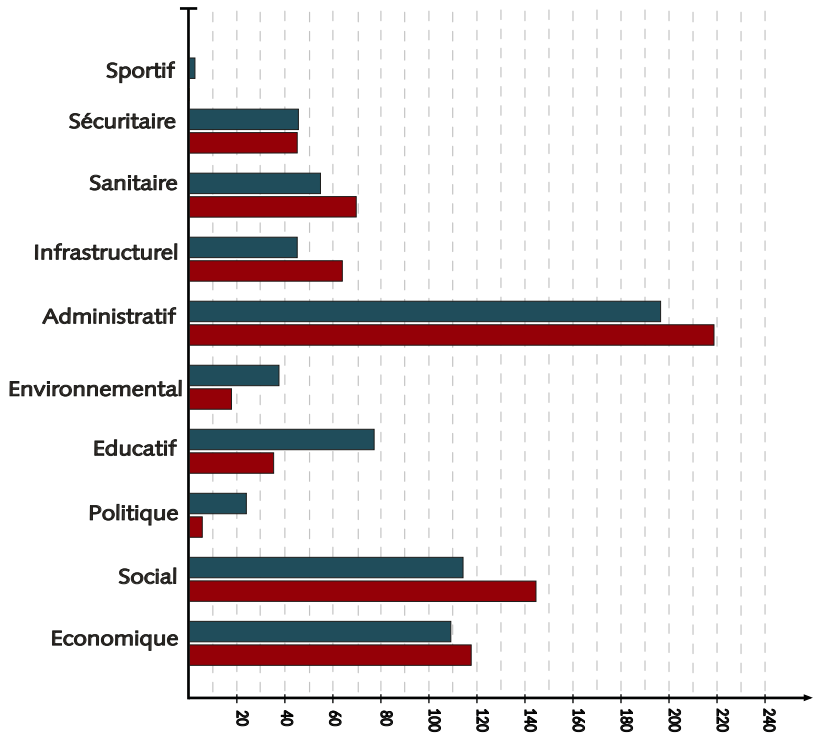
L'institution éducative a donc été au cœur de la gronde sociale qui a sévit en février, du fait de l'abandon officiel de la régularisation des situations professionnelles des enseignants suppléants, ainsi que du non-pourvoi des postes vacants, ce qui a rendu impossible à un grand nombre d'élèves de différentes régions d'étudier certaines matières ou les a empêchés de poursuivre carrément la totalité des cours. Cette situation a eu un impact négatif sur l'école et ses environs, puisqu'on a vu une augmentation de la violence dans l'enceinte éducative et une grande tension dans la relation entre le cadre éducatif et les parents.

Le nombre de mouvements de protestation relevé au cours du mois de février 2020 a atteint 705 actions de protestation dont environ 11% (77 mouvements de protestation) dans le secteur éducatif, sachant que les manifestations dans ce même secteur en février 2019 étaient de l'ordre de 5% (36 protestations).

Les mouvements de protestation d'origine économique et sociale ont représenté également une grande part des manifestations de février avec environ 31,6% du total des manifestations observées. La plupart de ces manifestations ont été menées par des familles, des habitants ou des chômeurs, ainsi que par des travailleurs cherchant à régulariser leurs situations, à réclamer un emploi ou à améliorer les services de la santé, les transports, la protection de l'environnement ou les services de base qui représentent l'essence même des droits de l'homme.

À Gabès, par exemple, l'absence de médicaments contre le cancer a provoqué une congestion sociale, d'autant plus que l'état de santé de ces personnes ne permet pas un déplacement fréquent vers Sfax pour obtenir les médicaments.

Répartition des mouvements sociaux protestataires par Secteurs



Secteur	Février 2019	Février 2020
Economique	117	109
Social	143	114
Politique	6	23
Educatif	36	77
Environnemental	18	38
Administratif	219	197
Religieux	-	-
Infrastructurel	64	45
Sanitaire	69	54
Sécuritaire	44	46
Sportif	0	2
TOTAL	716	705

Février 2019
Février 2020

À Jendouba, qui constitue l'une des plus importantes régions où l'eau de surface (c'est-à-dire les barrages et les lacs de montagne) est disponible, l'état de la congestion sociale refusant la soif augmente. Nous mentionnons la marche de la soif des femmes d'El-Rouaiyi à Ain Draham vers la pompe du barrage berbère et les protestations de la region d'El-Houaydia à Tabarka également contre la soif et la situation de pollution qui a affecté la source d'eau potable en raison de l'exploitation des carrières de pierre voisines.

Dans la région d'Aouled Ayyar au nord de Jendouba, les parents ont empêché leurs enfants d'aller à l'école pour protester contre l'absence d'eau potable. Nous avions mentionné dans le rapport de Janvier 2020 que cette forme de protestation qui consiste à empêcher les enfants d'aller à l'école est en augmentation et que les enfants élèves sont devenus les otages humains de leurs parents pour protester contre les nombreuses insuffisances et pour exprimer les revendications.

	Secteur	Econo-mique	Social	Politique	Educatif	Environ-nemental	Adminis-tratif	Réligieux	Infra-structurel	Sanitaire	Sécuri-taire	Sportif
Protestations instantanées	Février 2019	50	61	3	18	11	102	-	39	40	21	0
	Février 2020	43	39	10	31	19	84	-	24	27	22	1
Protestations spontanées	Secteur	Econo-mique	Social	Politique	Educatif	Environ-nemental	Adminis-tratif	Réligieux	Infra-structurel	Sanitaire	Sécuri-taire	Sportif
	Février 2019	43	47	2	13	4	75	-	8	21	14	0
	Février 2020	47	46	9	21	10	70	-	7	14	12	1
Protestations violentes	Secteur	Econo-mique	Social	Politique	Educatif	Environ-nemental	Adminis-tratif	Réligieux	Infra-structurel	Sanitaire	Sécuri-taire	Sportif
	Février 2019	24	35	1	5	3	42	-	17	8	9	0
	Février 2020	19	29	4	25	9	43	-	14	13	12	0

Également dans le gouvernorat de Kairouan, les habitants de la région de Khat El-Hojjej ont dû manifester pour contester un mois de panne électrique. De plus, la région n'a pas été exemptée de protestations contre la soif. Nous rappelons les protestations de la cité El-Kordya et Ain El-Kodya dans la région de Khit El-Oueddi à Haffouz contre la soif et la protestation des habitants de Taksim El-Aroussi 14 dans le centre de Kairouan pour un raccordement à l'eau potable.

La coupure d'eau potable et la soif durent depuis environ deux ans dans les régions d'El-Qamboura, El-Hindi El-Omri et El-Athmanya et El-Harrig de la délégation d'El-Oueslatya, ce qui a incité la population à manifester et à entrer dans un état de grode sociale. De plus, à El-Oueslatya, les habitants ont protesté pour la protection des cascades de Sidi Rimani qui s'est transformée en décharge anarchique pour la margine.

À l'école d'Ouled Ahmed, dans la délégation de Cherbene du gouvernorat de Mahdia, le cadre éducatif a protesté et signé une pétition adressée au délégué régional de l'éducation et au représentant à la protection de l'enfance pour dénoncer l'encas humiliant présenté aux élèves de l'école sans que ce mouvement de protestation ne reçoive aucune interaction au cours du mois de février.

La répartition géographique des protestations (Février 2020)

Protestations instantanées

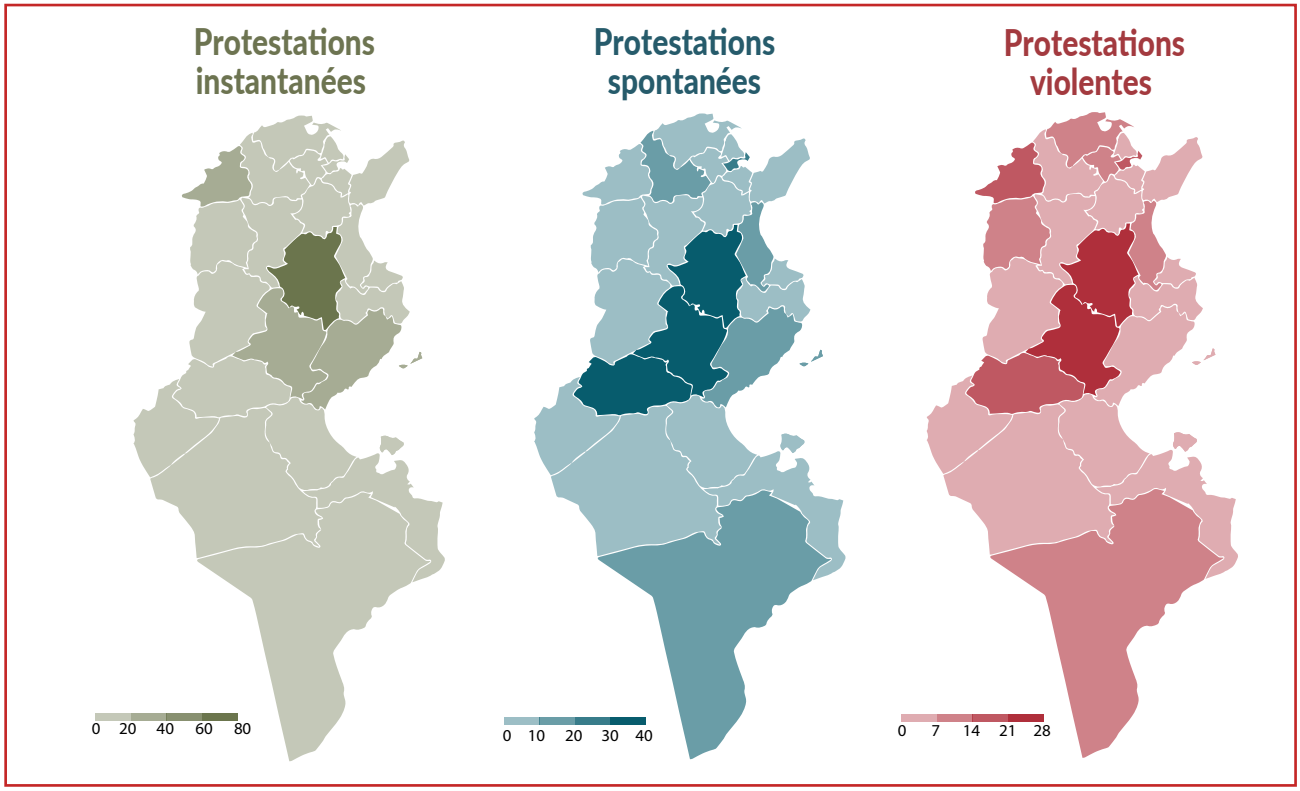
Bizerte	6	Monastir	7
Tunis	11	Mahdia	11
Ariana	0	Sfax	20
Manouba	6	Kairouan	71
Ben Arous	4	Kasserine	11
Zaghouan	0	Sidi Bouzid	34
Nabeul	5	Gabes	5
Jendouba	20	Medenine	0
Beja	10	Tataouine	10
Kef	12	Gafsa	27
Seliana	4	Tozeur	8
Sousse	16	Kebili	2

Protestations spontanées

Bizerte	8	Monastir	7
Tunis	22	Mahdia	7
Ariana	4	Sfax	18
Manouba	0	Kairouan	40
Ben Arous	0	Kasserine	9
Zaghouan	0	Sidi Bouzid	32
Nabeul	2	Gabes	0
Jendouba	7	Medenine	0
Beja	10	Tataouine	11
Kef	6	Gafsa	30
Seliana	4	Tozeur	6
Sousse	12	Kebili	2

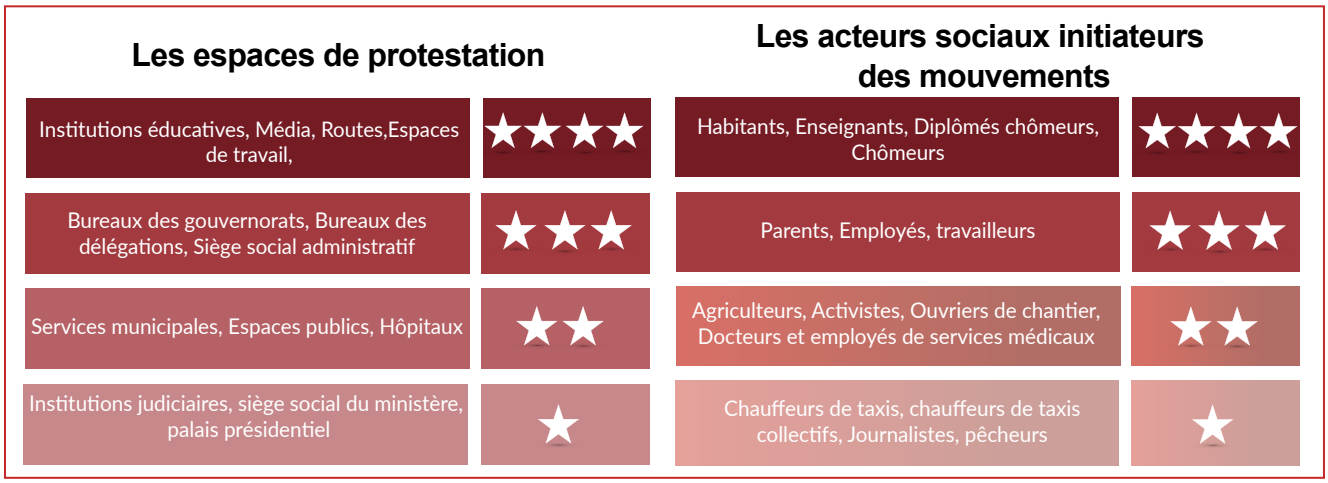
Protestations violentes

Bizerte	8	Monastir	0
Tunis	19	Mahdia	4
Ariana	2	Sfax	2
Manouba	9	Kairouan	28
Ben Arous	0	Kasserine	4
Zaghouan	0	Sidi Bouzid	21
Nabeul	5	Gabes	0
Jendouba	19	Medenine	0
Beja	0	Tataouine	10
Kef	8	Gafsa	15
Seliana	0	Tozeur	4
Sousse	10	Kebili	0

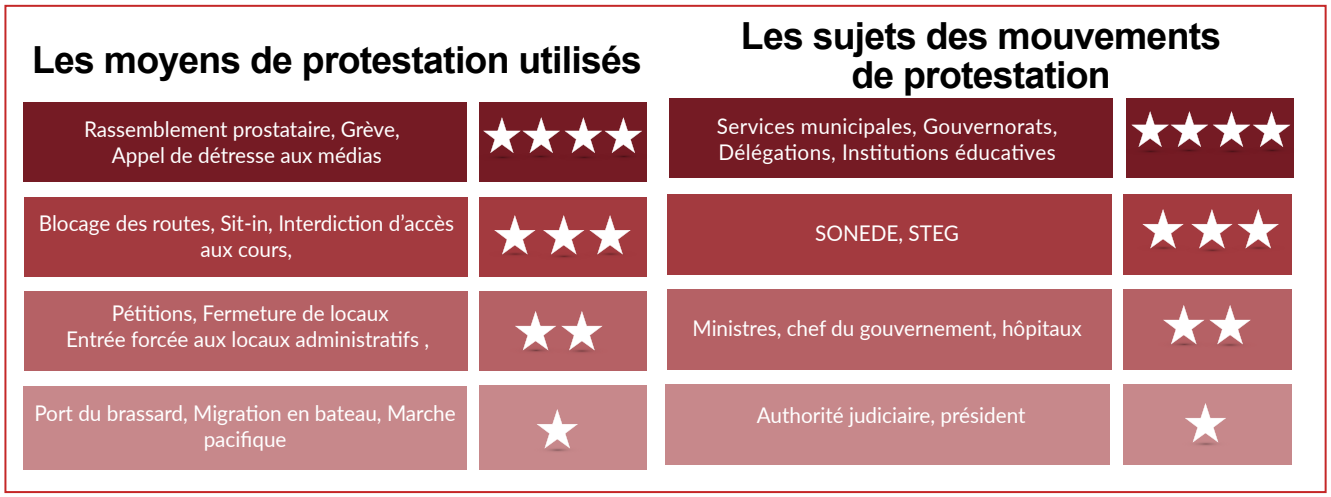


les habitants avec 24% de l'ensemble ont représenté les acteurs les plus présents des mouvements de protestation observés tout au long du mois de février, suivis des chômeurs et des diplômés chômeurs avec 22%, du cadre éducatif avec 14% dont la plupart des protestations ont concerné le rejet de la violence à leur encontre, l'amélioration de la situation dans l'institution éducative et la régularisation de la situation professionnelle des enseignants et professeurs suppléants et des citoyens avec 12% du nombre total d'acteurs.

Quant aux espaces, les institutions éducatives ont représenté une scène importante de protestation avec 18% de l'ensemble des espaces de protestation relevés sans oublier les médias avec 16% des espaces les plus marquantes des manifestations.



Quant aux formes de protestation, les rassemblements protestataires (44% des formes de mouvements observés) ont représenté les formes les plus importantes auxquelles les manifestants ont participé, suivis des grèves (14%), des blocages de routes (11%) et des sit-ins (10%).



La cartographie des mouvements

La cartographie des protestations n'a pas changé en février 2020 puisque Kairouan est toujours le gouvernorat enregistrant le plus de mouvements protestataires 2020 (139 mouvements de protestation) avec une augmentation en comparaison avec février 2019 (110 mouvements de protestation).

Les manifestants de cette région soulèvent des demandes liées à la régularisation des situations professionnelles, à la protection de l'environnement, à l'amélioration des infrastructures et à la fourniture de services de base tels que l'eau potable et l'électricité. Le gouvernorat de Gafsa vient en deuxième position (72 mouvements de protestation) et l'emploi représente les demandes les plus importantes des protestations dans la région, suivies par les demandes en matière d'éducation et de santé.

Le premier carré des principales régions témoins de la congestion sociale est complété par les gouvernorats de Sidi Bouzid et Jendouba. Les demandes les plus importantes ont concerné les services de base tels que l'approvisionnement en eau potable, l'approvisionnement en fourrage ainsi que d'autres demandes de nature économique et sociale. Il ressort clairement de la carte que la partie Ouest du pays vit encore un ensemble de pénuries qui n'ont pas été corrigées par les gouvernements successifs.

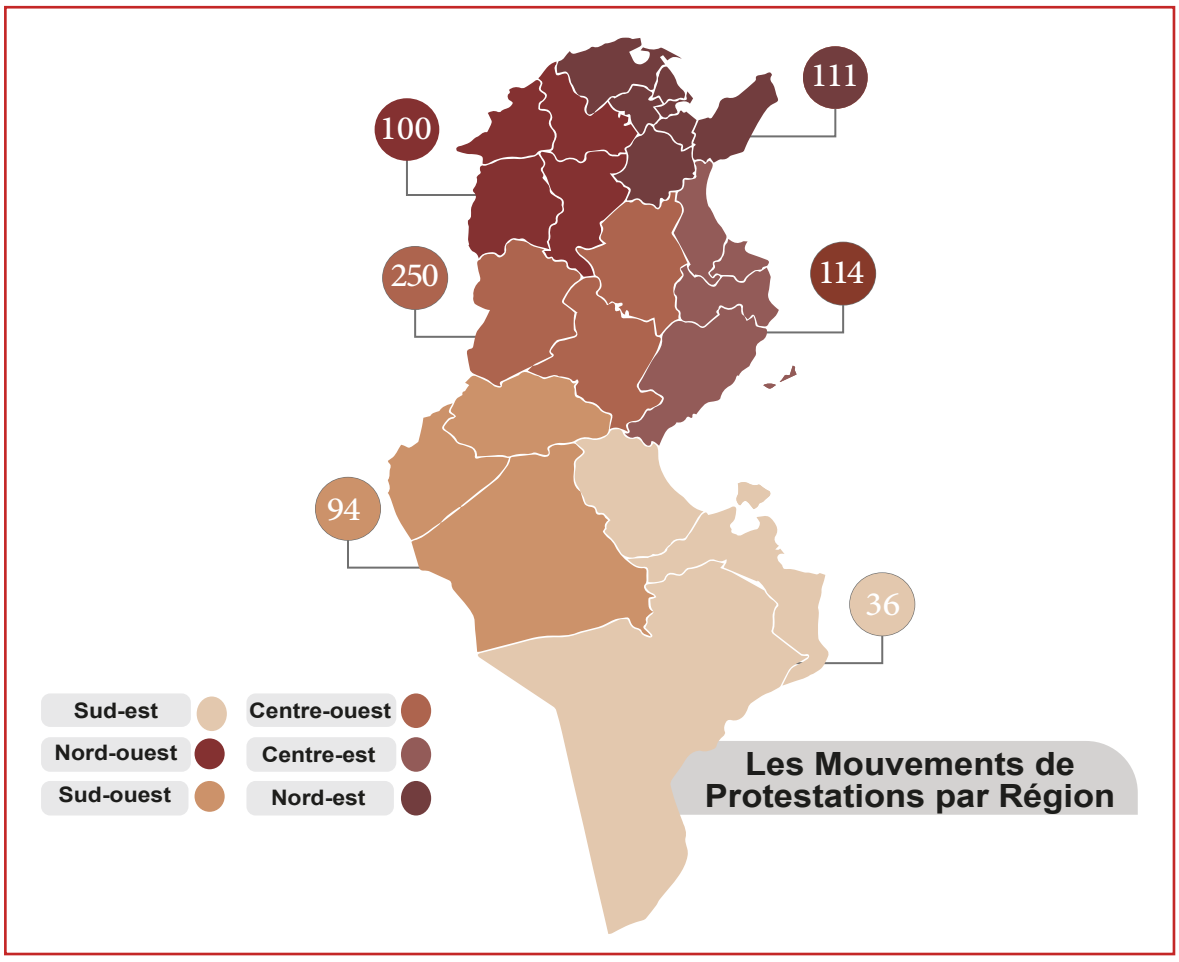
La justice sociale n'a pas été réalisée, l'équité en matière de développement et l'égalité en matière de santé et d'éducation n'ont pas été accomplies. La soif a prévalu et les conditions de vie de la population se sont détériorées au point de perturber les services de base. Est-il possible qu'une personne rationnelle accepte une coupure totale d'électricité sur la population pendant un mois entier sans aucune interaction des autorités régionales ?

La cartographie des mouvements de protestation

Gouvernorat	Février 2019	Février 2020
Bizerte	16	22
Tunis	26	52
Ariana	0	6
Manouba	4	15
Ben Arous	0	4
Zaghouan	6	0
Nabeul	71	12
Jendouba	59	46

Gouvernorat	Février 2019	Février 2020
Beja	4	20
Kef	24	26
Seliana	33	8
Sousse	26	38
Monastir	21	14
Mahdia	24	22
Sfax	22	40
Kairouan	110	139

Gouvernorat	Février 2019	Février 2020
Kasserine	38	24
Sidi Bouzid	58	87
Gabes	0	5
Medenine	42	0
Tataouine	25	31
Gafsa	95	72
Tozeur	12	18
Kebili	0	4

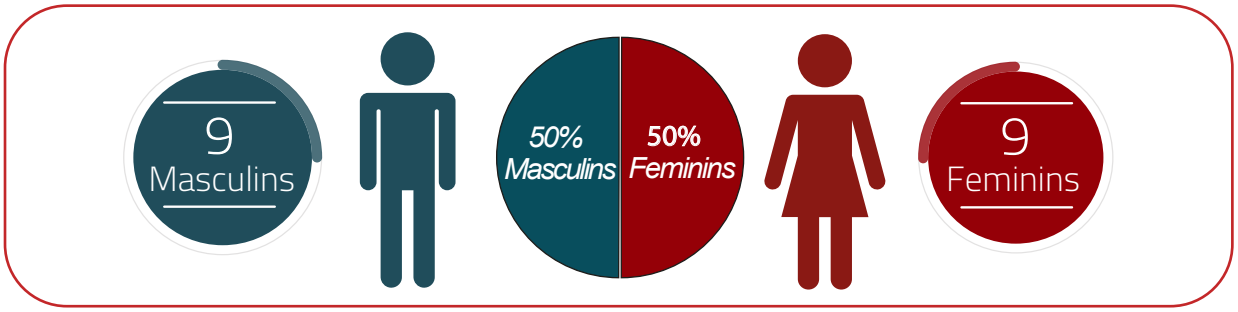


Les mouvements de suicide et de tentative de suicide

le mois de Février 2020 a été témoin de 18 cas de suicide et tentative de suicide, à repartir à part égale entre les deux genres.

Les actes de suicide et tentative de suicide touchant la tranche d'âge des 16-25 ans a augmenté en comparaison à Février 2019. La tranche d'âge des 46-60 a également connu une augmentation des actes de suicide et de tentative de suicide par rapport à Février 2019 en passant de 13% en Février 2019 à 28% en Février 2020.

Suicides et tentatives de suicide par genre



Un cas de suicide d'une femme de 65 ans a été enregistré dans le gouvernorat de Gabès, alors qu'en février 2019 aucun cas de suicide ni de tentative de suicide n'avait été enregistré chez les plus de 60 ans.

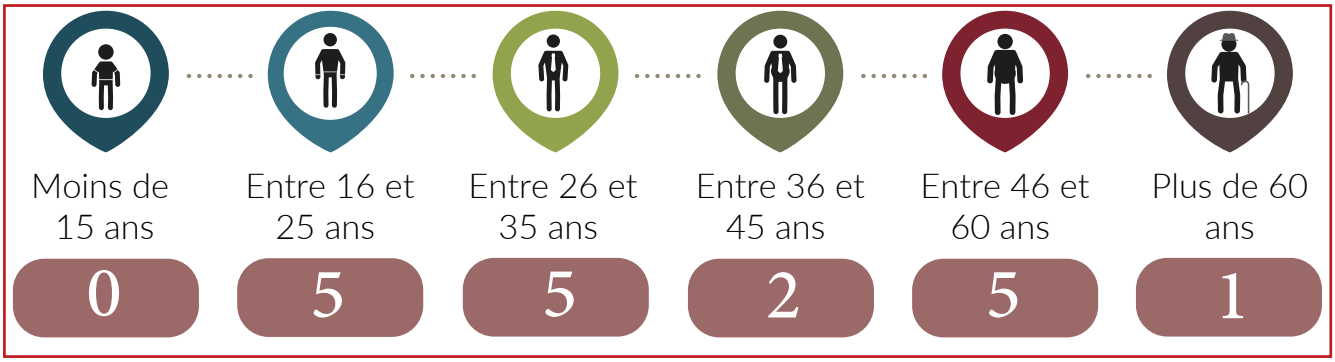
Suicides et tentatives de suicide par tranche d'âge

Février 2019

	Moins de 15 ans	Entre 16 et 25 ans	Entre 26 et 35 ans	Entre 36 et 45 ans	Entre 46 et 60 ans	Plus de 60 ans	TOTAL
Masculins	2	1	4	1	1	0	9
Féminins	2	1	1	2	1	0	7
TOTAL	4	2	5	3	2	0	16

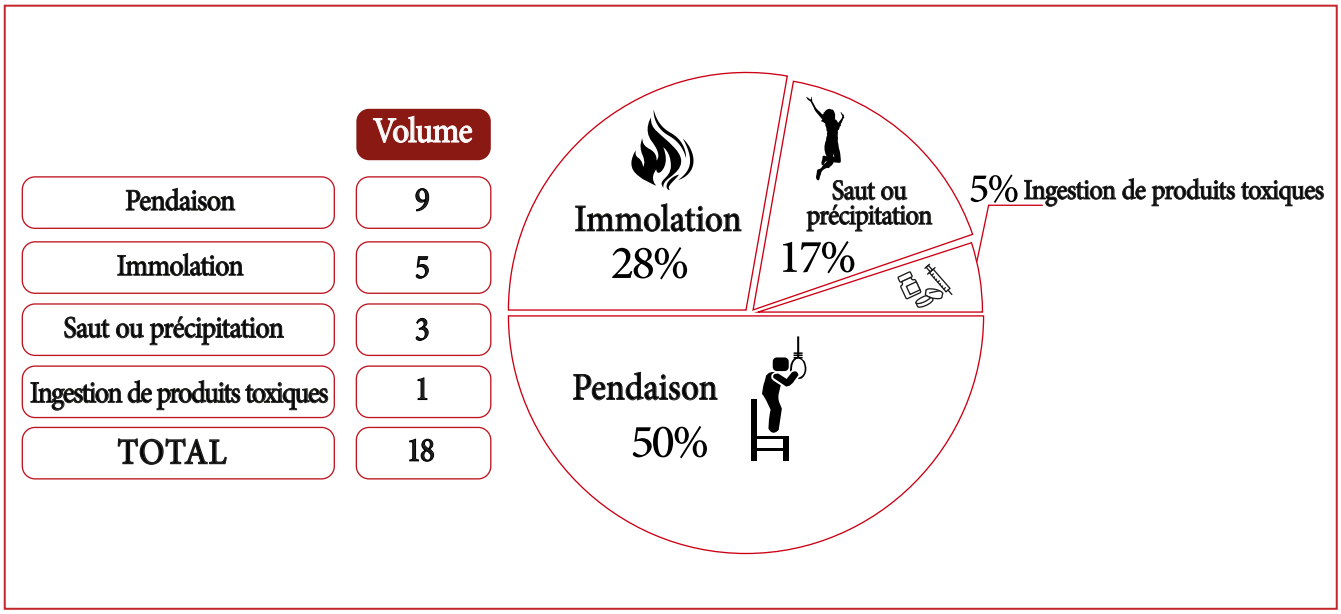
Février 2020

	Moins de 15 ans	Entre 16 et 25 ans	Entre 26 et 35 ans	Entre 36 et 45 ans	Entre 46 et 60 ans	Plus de 60 ans	TOTAL
Masculins	0	2	2	2	3	0	9
Féminins	0	3	3	0	2	1	9
TOTAL	0	5	5	2	5	1	18



La pendaison a représenté le plus important moyen de suicide observé avec 50% des cas, suivie du suicide par immolation avec 28%, les sauts et précipitations des bâtiments élevés ou dans des puits profonds avec 17% et l'ingestion de médicaments et produits toxiques avec 5%.

Mode d'action employé (Février 2020)



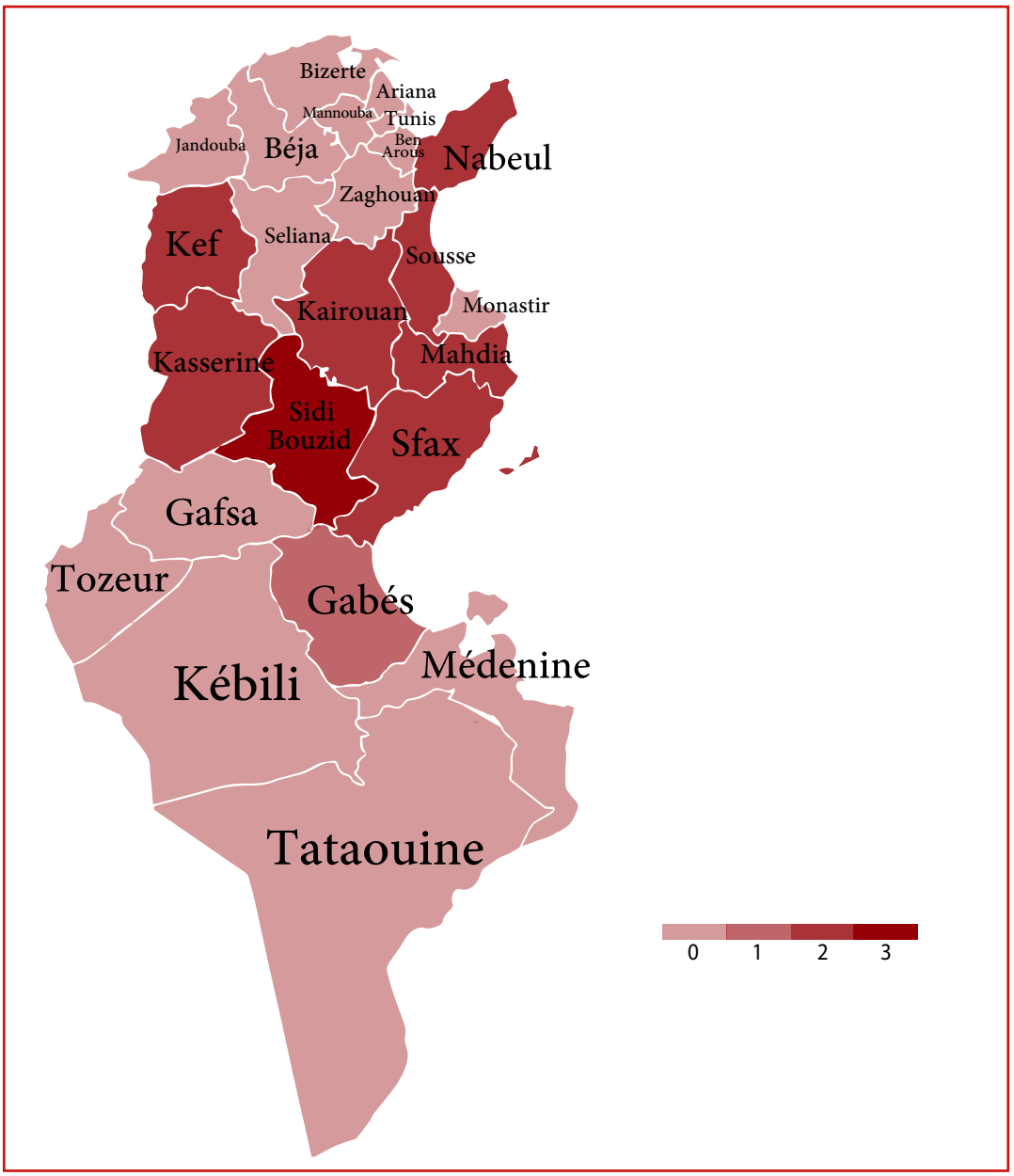
Neuf gouvernorats ont été témoins de cas de suicide et de tentative de suicide tout au long du mois de Février 2020, à savoir le gouvernorat de Sidi Bouzid avec trois cas de suicide et tentative de suicide, suivi des gouvernorats de Nabeul, Le Kef, Sousse, Mahdia, Sfax, Kairouan et Kasserine avec 2 cas respectivement. Un seul cas a été relevé dans le gouvernorat de Gabes.

Les suicides et tentatives de suicide par gouvernorat

Governorat	Bizerte	Tunis	Ariana	Manouba	Ben Arous	Zaghouan	Nabeul	Jendouba
Volume	0	0	0	0	0	0	2	0

Governorat	Beja	Le Kef	Seliana	Sousse	Monastir	Mahdia	Sfax	Kairouan
Volume	0	2	0	2	0	2	2	2

Governorat	Kasserine	Sidi bouzid	Gabes	Medenine	Tataouine	Gafsa	Tozeur	Kebili
Volume	2	3	1	0	0	0	0	0

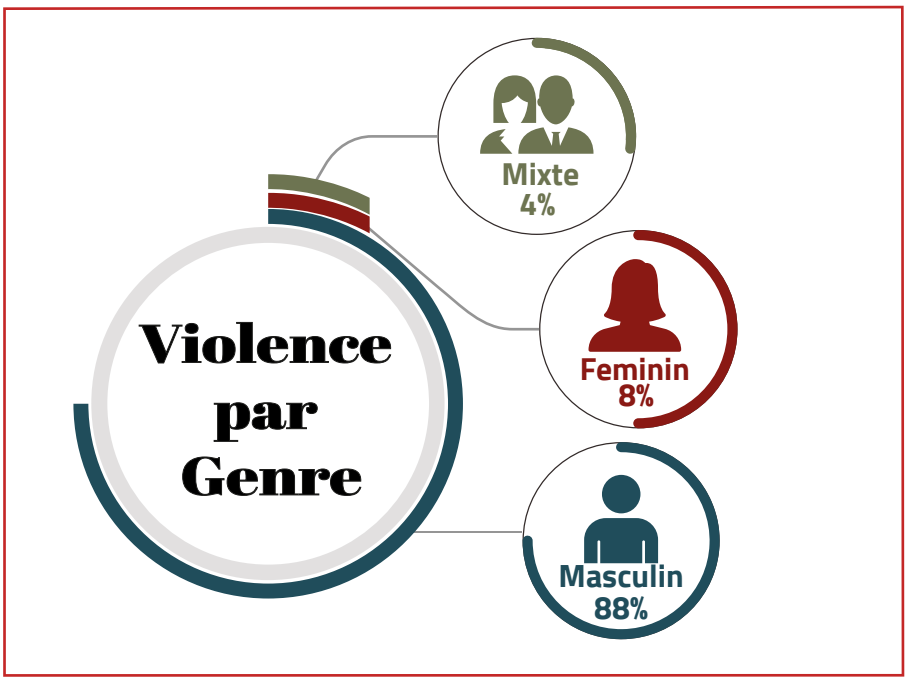


Les violences

Selon les résultats de la veille tout au long du mois de février, les violences individuelle et collective ont été à peu près au même niveau. La violence sous sa forme individuelle a été à hauteur de 45% contre 55% de la violence sous sa forme collective.

Les cas de violence

Comme les mois précédents, les hommes étaient les plus impliqués dans les agressions de toutes sortes, représentant 88% des auteurs de violences enregistrées, contre 8% d'acteurs féminins, le reste prenant une forme de violence mixte.



La violence demeure en ce mois de février, notamment sous ses formes criminelles, le type le plus fréquent dans l'échantillon de veille de l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien pour le Forum Tunisien des Droits Economiques et Sociaux, qui comprend tous les journaux quotidiens et hebdomadaires, les sites Web et les réseaux sociaux les plus importants. En effet, la violence criminelle au cours du mois de février 2020 a représenté près de la moitié des cas de violence relevés avec un pourcentage de l'ordre de 48% de l'ensemble des cas de violence enregistrés.

Malgré la régression en apparence de la violence dans le secteur éducatif au cours du mois de février 2020, elle n'en demeure pas moins l'un des sujets initiateurs de mouvements de protestation et de gronde au sein des établissements éducatifs dans plus d'une occasion. Ces protestations ont été souvent à l'origine des suspensions de cours dans un certain nombre d'écoles, de collèges et de lycées et le cadre d'un ensemble de pratiques comme l'agression physique, la menace et la violence verbale dont les élèves, les éducateurs et les cadres semi-éducatifs ont été les victimes.

Les espaces éducatifs et leurs environnements ont été le théâtre de 20% des violences enregistrées.

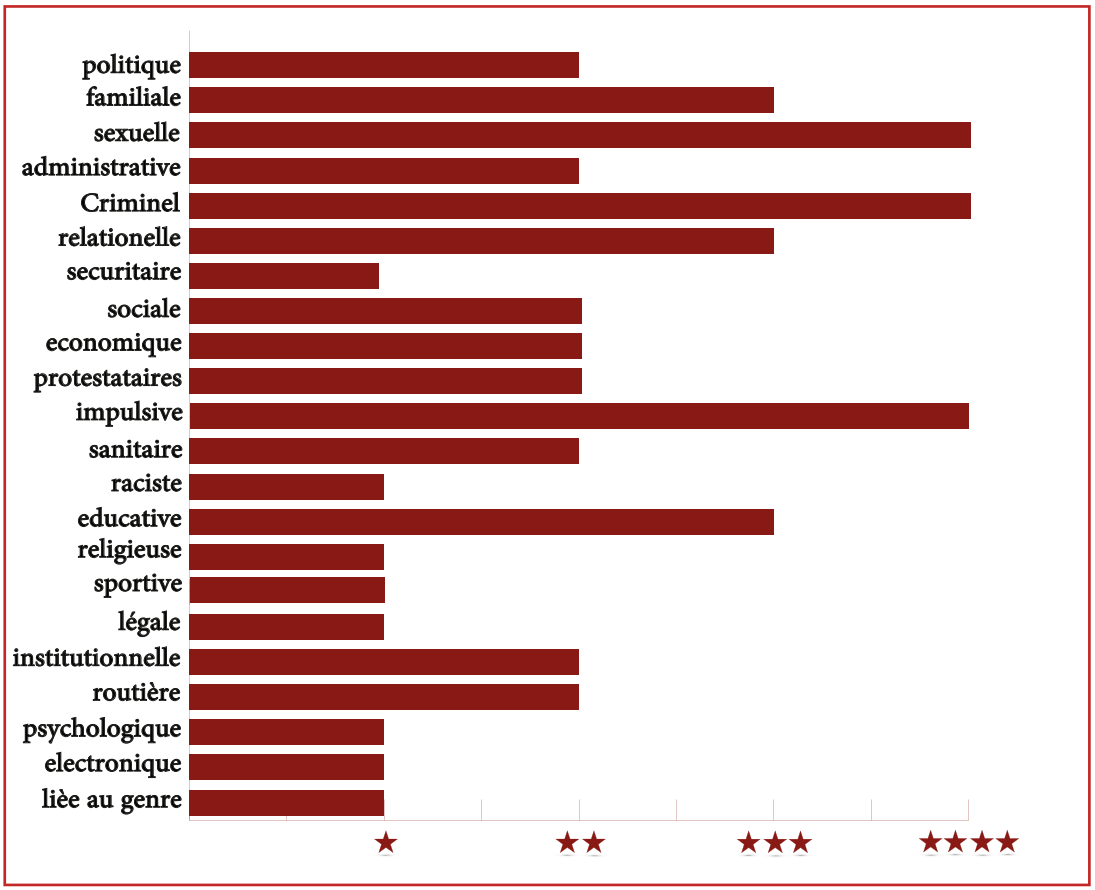
Par ailleurs, le mois de Février 2020 a connu une augmentation de la violence sexuelle et qui était de l'ordre de 22% de l'ensemble de la violence observée. Les enfants et mineurs ont été les victimes les plus importantes de ce type de violence.

On peut dire que, malgré l'ampleur de la violence sous sa forme impulsive en Février 2020, elle a maintenu la même fréquence que les mois précédents, où elle a représenté 23% de la violence observée.

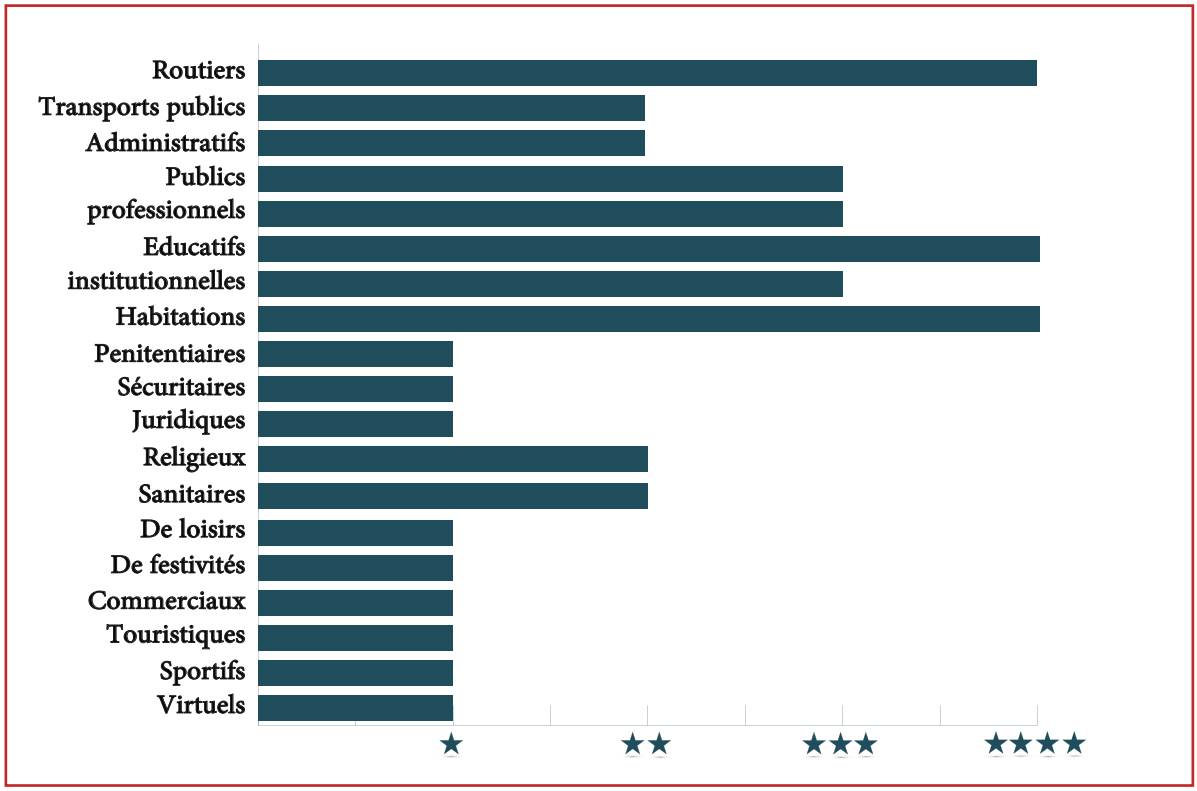
La violence relationnelle, domestique et familiale ont été de fréquence moindre et, ensemble, elles ont représenté environ 11% des incidents de violence observés au cours du mois de février 2020.

Les résultats de la veille effectuée par le l'Observatoire Social Tunisien ont montré que l'espace routier a été le cadre le plus fréquent dans les incidents violents de nature et de type différents dans 27% des violences enregistrées au cours du mois, suivi de l'espace résidentiel familial avec 23% des actes de violence enregistrés, suivi de l'espace éducatif avec 20% puis de l'espace public avec 12% des cas de violence enregistrés.

Formes de violence



Intensité des violences par espace



L'espace de travail a également été témoin d'incidents violents dans 3% des violences observées. Il en va de même pour les transports en commun pour 2% des violences relevées. Exceptionnellement, sont apparues au cours du mois de février 2020, les violences dans les espaces religieux à hauteur de 5% de la violence totale relevée.

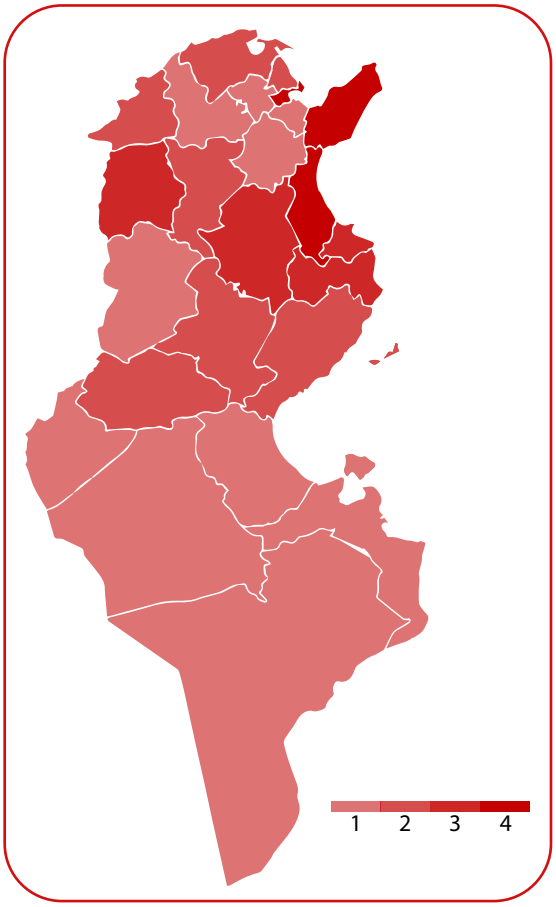
Les taux de violence observés durant le mois de Février 2020 ont confirmé une fois de plus la nécessité d'accorder l'attention nécessaire à l'espace scolaire et au système éducatif dans son ensemble et ce, à travers ses acteurs, avec des études sociologiques capables de décortiquer la problématique du niveau élevé de violence en son sein. Cela permettrait de mettre en place des mécanismes pour contourner ce problème qui met en danger, quotidiennement, les cadres, les élèves et les établissements éducatifs.

Les chiffres, les témoignages rapportés et la nature des victimes (les enfants) montrent que la violence sexuelle est à un niveau alarmant et critique et ne peut être ignorée. Un suivi, un encadrement et des efforts effectifs sont inévitables pour réduire ce phénomène.

Intensité des violences par Gouvernorat

A la lecture de la cartographie de la violence au niveau national, il en ressort que les différents gouvernorats de la République ont été touchés par ce phénomène de violence, sous ses différentes formes, dans des proportions variables.

À l'instar des rapports mensuels précédents, les gouvernorats de Kairouan, Tunis, Nabeul et de Sousse (les grandes villes) restent les régions les plus concernées par le phénomène de la violence puisqu'ils monopolisent collectivement près de la moitié des incidents violents enregistrés en février 2020.



Conclusion

Ce fut le résultat d'un mois de Février au cours duquel la performance de l'administration a été perturbée et les appréhensions ont prévalu en attendant la formation du gouvernement. Ce mois constitue également l'ouverture sur le mois de mars qui, à son tour, représente une saison pour les mouvements de protestation, selon la veille des trois dernières années (avec environ 25 manifestations de protestation quotidiennes).

A travers les résultats mensuels des mois de Janvier et Février 2020, il est possible de prétendre un démarrage d'un premier semestre de cette nouvelle année assez mouvementé avec 1836 protestations au cours des deux moins précités, soit un taux de protestation dépassant 30 mouvements de protestation par jour.

Par ailleurs, ce trimestre s'ouvre également sur le mois de Ramadhan, connu comme la saison de consommation en Tunisie et face à la détérioration continue du niveau de vie et à la poursuite de l'inflation des prix, il est prévu que le début du deuxième trimestre soit également mouvementé. La plupart des revendications devraient être de nature économique et sociale, afin d'améliorer la situation de vie, de répondre aux droits économiques et sociaux et de demander l'application des clauses de la Constitution sur les droits fondamentaux, dont la plus importante serait la justice sociale.